

Je ne sais pas si cette nouvelle est vraie ou fausse, mais j'attire sur ce point l'attention du premier ministre, parce que je crois qu'une dépêche de ce genre aura un très malheureux effet sur le pays, si elle crée l'impression que le gouvernement anglais, sans consulter le Canada, et sans que le Canada fût représenté, a pris sur lui de régler les questions importantes qui sont en jeu.

Je puis aussi mentionner une autre rumeur qui est venue à ma connaissance, savoir : que, dans les dernières quarante-huit heures, sir Julian Pauncefote a transmis à Son Excellence le gouverneur général une communication, aux termes de laquelle il l'informe que les négociations ont fait beaucoup de progrès, qu'elles en sont rendues à une phase critique, et demande que quelqu'un soit envoyé à Washington comme représentant du gouvernement canadien, pour leur fournir les renseignements sur certains points. Il est aussi rumeur que le gouvernement a envoyé le ministre de la marine et des pêcheries ; mais il me semble que le gouvernement aurait dû envoyer une personne ayant plus d'expérience que le ministre de la marine et des pêcheries, sur une question au sujet de laquelle il n'est pas plus renseigné qu'un grand nombre de nos concitoyens.

Sir JOHN A. MACDONALD : Quant à savoir si le ministre de la marine était bien la personne à envoyer, je ne crois pas que mon honorable ami et moi soyons d'accord. J'ai lieu de croire que le ministre de la marine a étudié jusque dans leurs moindres détails les questions se rattachant aux pêcheries et de l'Atlantique et du Pacifique. Je ne suis pas responsable de la rumeur parvenue à la connaissance de l'honorable député ; nous ne pouvons empêcher les journaux de publier ce qu'ils veulent ; mais je puis dire précisément à l'honorable député, d'après ce que j'en sais, où en est la question. Naturellement, nous savons ce qui se passait à Washington, parce que nous avons toujours été tenus au courant de tout ; mais, samedi dans la nuit, Son Excellence a reçu de l'ambassadeur anglais une dépêche, dans laquelle celui-ci disait qu'il avait reçu d'Angleterre instruction de discuter les diverses questions, et qu'il n'attendait pour cela que le représentant canadien. Cette dépêche a été reçue samedi dans la nuit ; je l'ai envoyée dimanche au ministre de la marine et des pêcheries, et il est parti hier à une heure pour Washington.

RÉSERVE DE CAUGHNAWAGA.

M. DOYON : M. l'Orateur, avant que les ordres du jour soient appelés, je désire attirer l'attention du gouvernement sur le fait que j'ai demandé, au commencement de cette session, la production du rapport des opérations de M. McLea Walbank, comme arpenteur de la réserve des Sauvages de Caughnawaga. L'honorable ministre de l'intérieur n'a répondu qu'il n'avait pas d'objection à produire ce document. Durant la dernière session, j'ai fait la même demande, et j'ai eu la même réponse ; cependant, le rapport n'est pas encore produit. Dois-je comprendre que le gouvernement, tout en n'ayant pas d'objection à produire ce rapport, n'a pas l'intention de le faire ? Si, au contraire, il est disposé à le produire, je désirerais savoir dans quel délai, car je dois dire que ce n'est pas sans bonne raison que je le demande. J'ai cru que l'affaire avait été oubliée, et c'est pourquoi j'ai

saisi cette occasion de la rappeler au gouvernement.

M. DEWDNEY : Je crois comprendre que l'honorable député désire savoir quand le rapport et la carte des arpentages faits sur la réserve de Caughnawaga, seront produits. La carte est très difficile et sera longue à préparer et, conséquemment, je ne puis dire quand elle sera produite.

M. DOYON : L'honorable ministre voudra bien se rappeler que dans un entretien particulier que j'eus avec lui l'année dernière, je lui demandai ce rapport, et il me répondit que s'il ne pouvait le présenter dans le cours de la session, il le produirait certainement pendant la vacance.

M. DEWDNEY : Je le produirai le plus tôt possible.

QUESTION PERSONNELLE—DROITS SUR LES GRAINS ET GRAINES.

M. COUTURE : M. l'Orateur, je regrette que des raisons incontrôlables m'aient empêché d'assister à la séance d'hier, lorsque la chambre a été appelée à donner un vote sur une question des plus importantes pour la classe agricole ; je veux parler de la motion de l'honorable député de Huron-sud (M. McMillan), demandant l'importation en franchise des grains et graines qui ne sont pas produits en Canada, et qui sont employés à l'engrais des animaux, à l'amélioration du sol et à l'ensilage. Si j'avais été ici, j'aurais voté pour la motion de l'honorable député de Huron-sud, car je comprends que sa proposition est appelée à rendre d'immenses services à la classe agricole.

LA LANGUE FRANÇAISE AU NORD-OUEST.

M. AMYOT : M. l'Orateur, je soulève une question de privilège. On a répandu dans le pays le bruit qu'en votant, comme nous l'avons fait, l'autre soir, contre l'amendement de l'honorable ministre de la justice, un certain nombre de députés et moi avons voté en faveur du bill de l'honorable député de Simcoe-nord (M. McCarthy). Vendredi dernier, je n'ai pas pris le temps nécessaire pour expliquer ma manière de voir sur la question, parce que je voulais permettre à mes collègues de prendre le train pour aller dans leurs familles. Je suis d'opinion : d'abord, que tous les honorables députés favorables au bill de M. McCarthy devaient voter contre tout amendement tendant à empêcher la deuxième lecture du bill ; en deuxième lieu, que tous les honorables députés favorables à l'amendement de M. Davin devaient voter contre tout sous-amendement tendant à empêcher cet amendement d'être adopté par la chambre ; en troisième lieu, que tous les honorables députés opposés à une modification quelconque de la loi actuelle, devaient voter contre le sous-amendement présenté par l'honorable ministre de la justice, comme ils auraient dû voter contre l'amendement de M. Davin et le bill lui-même, si le vote avait été pris sur ces deux derniers. L'adoption du sous-amendement a fait rayer de l'ordre du jour le bill de l'honorable député de Simcoe-nord, inscrit pour deuxième lecture, et aucun vote direct n'a été pris virtuellement sur le bill lui-même. J'ai consulté sur ce point de très hautes autorités, et je puis citer Bourinot, notre digne greffier, qui a été si justement honoré par la Reine